

(Texte)

REPRÉSENTANTS CANADIENS À LA COMMISSION INTERNATIONALE CHARGÉE D'ÉTUDIER LE PROJET DE CANALISATION DU RICHELIEU

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Lucien Cardin (Richelieu-Verchères): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question à l'honorable ministre des Transports. Le ministre est-il en mesure de dévoiler les noms des trois représentants canadiens qui siégeront à la Commission internationale mixte instituée pour étudier le projet de canalisation du Richelieu? Cette commission doit siéger au début du mois d'octobre.

L'hon. Léon Balcer (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, aussitôt que je serai en mesure de dévoiler ces noms, il me fera grand plaisir de l'annoncer à la Chambre.

(Traduction)

LES TRAVAUX PUBLICS

ÎLE DE VANCOUVER—INTERPELLATION RELATIVE AU BRISE-LAMES DANS LA BAIE SAN-JUAN

A l'appel de l'ordre du jour.

M. R. Prittie (Burnaby-Richmond): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre des Travaux publics. Pourrait-il dire à la Chambre quels sont les derniers rapports concernant le besoin urgent d'aménager un brise-lames dans la baie San-Juan, sur l'île de Vancouver?

M. l'Orateur: A l'ordre! Peut-être aurais-je dû rappeler un peu plus tôt au député l'article 39 du Règlement ainsi que les commentaires qui s'y rapportent. La question, comme toute autre du même genre, devrait figurer au *Feuilleton*.

LES COALITIONS

PROJET DE MODIFICATION TOUCHANT LES ARTICLES RELATIFS AUX FUSIONS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Frank Howard (Skeena): Monsieur l'Orateur, pourrais-je poser au ministre de la Justice une question qui se fonde sur les trois rapports présentés dernièrement par la Commission d'enquête sur les pratiques restrictives du commerce au sujet des industries de production de contenants en carton et de produits connexes? Dans ces rapports, la Commission déclare que les articles de la loi relative aux enquêtes sur les coalitions qui portent sur les fusions sont trop faibles pour être de quelque utilité que ce soit.

Le gouvernement a-t-il l'intention de proposer, au cours de la présente session, des modifications aux articles en question de la

[L'hon. M. Balcer.]

loi relative aux enquêtes sur les coalitions en vue de remédier à la situation?

L'hon. Donald M. Fleming (ministre de la Justice): Monsieur l'Orateur, il a déjà été annoncé publiquement que les recommandations de la Commission d'enquête sur les pratiques restrictives du commerce sont présentement à l'étude.

LES PÊCHERIES

COLOMBIE-BRITANNIQUE—MISE EN VIGUEUR DE VŒUX RELATIFS AUX PERMIS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Barry Mather (New-Westminster): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre des Pêcheries. Le gouvernement compte-t-il présenter, au cours de la session, quelque mesure législative fondée sur les recommandations de M. Sinclair au sujet de la restriction des permis?

L'hon. J. A. MacLean (ministre des Pêcheries): Monsieur l'Orateur, je tiens à remercier le député de New-Westminster de m'avoir prévenu de sa question. Le gouvernement n'a pas décidé de présenter de mesure législative à ce sujet.

BAIE DES CHALEURS (N.-B.)—PÊCHE ILLÉGALE PAR DES CHALUTIERS ÉTRANGERS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. H.-J. Robichaud (Gloucester): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au ministre des Pêcheries. Le ministre peut-il dire à la Chambre s'il a reçu des plaintes relativement à la pêche que pratiquent des chalutiers étrangers, particulièrement d'immatriculation espagnole, dans les eaux du golfe Saint-Laurent et à l'embouchure de la baie des Chaleurs, en utilisant des filets aux mailles plus petites que les mailles régulières? S'il en est ainsi, quelle mesure a-t-on prise pour protéger les pêcheurs canadiens contre de telles pratiques?

L'hon. J. A. MacLean (ministre des Pêcheries): Le ministère a reçu plusieurs rapports sur la pêche que font des vaisseaux étrangers dans cette région. Chaque fois on a fait enquête et mon ministère a pris les mesures qui s'imposaient, quand il y avait lieu. Je me ferai un plaisir de fournir plus tard de plus amples renseignements à l'honorable député.

(Texte)

CHAMBRE DES COMMUNES

QUESTION RELATIVE À LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Réal Caouette (Villeneuve): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au